la cause du peuple

le journal des luttes du peuple

SEPTEMBRE 2020

UNE NOUVELLE PERIODE COMMENCE !

l'éditorial

Prêts pour la nouvelle période qui s'entame !

La pandémie est venue révéler aux masses du monde la réalité de la seconde crise de l'impérialisme. Ce n'est pas une crise parmi tant d'autres mais la dernière du capitalisme. Elle va donc s'étendre sur un temps long.

La crise était déjà présente bien avant la pandémie, tous les chiffres économiques en attestent. La pandémie n'a fait que favoriser l'aggravation de la crise générale de décomposition de l'impérialisme, avec une destruction des forces productives, une centralisation et une concentration du capital, un chômage massif, une réduction des droits et des sociétés de plus en plus réactionnaires, avec une rapidité et une ampleur seulement comparables à une guerre mondiale.

Nous vivons une époque décisive où convergent des problèmes accumulés depuis des décennies. Toutes les contradictions vont s'aiguiser et principalement celle entre l'impérialisme et les nations semi-colonisées et colonisées. Cette crise va renforcer l'impérialisme États-Unien qui applique son plan de domination aux quatre coins du monde. Dans l'Union Européenne, l'Allemagne va continuer à se renforcer tandis que la France ne va plus avoir que son appareil militaire pour se maintenir, et cela va faire d'elle une puissance des plus aggressives.

Tout cela signifie l'ouverture d'une nouvelle étape de la révolution prolétarienne mondiale, qui va voir se déchaîner au quatre coins du monde les révoltes qui vont peu à peu se transformer en guerres populaires. Concrètement, et nous le voyons déjà, c'est l'explosion partout dans le monde de luttes de masses du prolétariat, principalement dans les semi-colonies et colonies qui sont le cœur de la révolution mondiale. Ces luttes gigantesques, qui métaphoriquement, sont de l'ordre du mouvement de la tectonique des plaques, vont libérer tout le potentiel transformateur du prolétariat mondial. Seule classe en capacité de transformer la réalité matérielle (et de fait spirituelle) de l'humanité, c'est elle qui porte le nouveau face à l'ancien. Le nouveau met toujours du temps à remplacer l'ancien. Tout développement commence petit puis se développe, c'est une loi universelle. Si nous comprenons cela alors nous comprenons pourquoi nos forces sont encore faibles mais que tôt ou tard nous triompherons de l'impérialisme.

C'est à partir de ce point de vue, prolétaire, que nous pouvons et devons comprendre ce qui se passe dans l'État français. Localement, les Gilets Jaunes ont marqué le début de cette nouvelle étape, les luttes actuelles ouvertes ou larvées vont créer les conditions d'une nouvelle avancée de la lutte des classes dans notre pays. C'est le pourrissement de l'impérialisme qui amène chez nous un regain de la lutte des classes, les Gilets Jaunes sont le produit de cette crise mondiale.

Aujourd'hui, pour les masses de France, l'idéologie du prolétariat, le Marxisme-Leninisme-Maoisme, « n'est encore que du latin », comme le disait Lénine lors de la création de l'Internationale communiste. L'idéologie du prolétariat, c'est la conception du monde prolétaire, c'est à dire une vision, un point de vue que possède le prolétariat sur l'existence en général. Toutes les classes antérieures avaient une conception du monde déformée par leur caractère d'exploiteur ; l'idéologie du prolétariat n'est pas une déformation de la réalité car elle n'exploite pas, elle est la réalité.

C'est par la lutte des classes et par l'action concrète des communistes que ce latin va se vulgariser, par saut, dans de larges secteurs des masses prolétaires. C'est bien la lutte des classes qui est le moteur de la transformation, sa base, mais c'est l'action organisée des communistes qui est la condition pour la transformer en mouvement conscient pour la conquête du pouvoir à travers la lutte des classes. C'est aujourd'hui le rôle de chacun et chacune de s'organiser et de propager dans les masses la seule idéologie qui peut libérer l'humanité.

Chacune et chacun doit se préparer à de longues batailles, en retrouvant l'esprit du communisme, c'est à dire celui de l'internationalisme prolétarien.

Une nouvelle époque lumineuse s'ouvre pour l'humanité, celle de la fin de l'impérialisme et donc celle de la libération totale de l'humanité.

Ce numéro traite donc bien sur des actualités brûlantes dans notre pays, mais aussi des nouvelles problématiques et luttes qui émergent face au pourissement du système bourgeois : environnement, exploitation du Mali, travail toujours plus crevant, montée du fascisme - retroussons-nous les manches, car il nous faut monter à l'assaut du ciel pour changer tout cela !

- la rédaction de la Cause du Peuple

sommaire

ACTU

★ Mulliez n'a plus besoin de contourner la loi, la loi s'adapte à Mulliez ! *(p.3)*

★ *Lyon* : deux mosquées incendiées en une semaine *(p.3)*

★ Un été de désastres écologiques *(p.4-5)*

LUTTE DES CLASSES

★ Canicule et classes sociales *(p.6)*

★ Souffrir au travail ? *(p.7)*

INTERNATIONAL

★ *Macron au Liban* : une manoeuvre impérialiste *(p.8)*

★ *Rwanda* : les génocidaires protégés par l'État français *(p.9)*

★ *Mouvement de masse au Mali* : un point de vue révolutionnaire *(p.10-11)*

HISTOIRE ET CULTURE

★ Le Parti Communiste et la résistance *(p.12)*

MULLIEZ N'A PLUS BESOIN DE CONTOURNER LA LOI, LA LOI S'ADAPTE À MULLIEZ !

Alinea est un des gros de l'ameublement en France. Il appartient aux propriétaires du groupe Auchan, la richissime famille Mulliez. Et l'entreprise est désormais en redressement judiciaire… avec la famille Mulliez qui liquide d'un côté l'entreprise, et, de l'autre… la rachète. Le but ? Supprimer des emplois, rendre rentable une entreprise en déficit.

C'est ce qu'explique le journal Libération : l'entreprise sera fixée sur son sort à l'issue d'une audience devant le tribunal de commerce. Le suspense n'est toutefois pas très grand. Il n'existe, à ce jour, qu'une seule offre de reprise d'Alinea formellement déposée. Elle prévoit seulement la reprise de neuf magasins, la fermeture de dix-sept autres et le licenciement de 1 000 salariés. Les repreneurs ne sont autres que les actuels propriétaires d'Alinea : Alexis Mulliez et ses cousins, cousines, oncles et tantes, issue de la famille nordiste qui a créé et possède Auchan ; la sixième plus riche de France (26 milliards d'euros de patrimoine) selon le magazine Challenges.

Il faut en tirer une leçon importante. L'État n'est pas au dessus des différentes classes sociales, il n'arbitre pas un conflit. L'État prend part au conflit entre les différentes classes sociales. Il adapte son droit en fonction des besoins de la bourgeoisie et de son intérêt à long terme. La crise économique, dans le cadre de la crise générale de l'impérialisme, ne laisse pas le choix : il faut faire voler en éclat les compromis sociaux, il faut donner beaucoup plus de latitude au capital, même si cela peut provoquer des révoltes.

Le droit s'est adapté aux besoins de la classe dominante. Les presque 2 000 salariés d'Alinéa sont les premiers à en payer le prix. Enormément de prolétaires, pour certains issus de zones ou le chômage est très élevé : Blagnac, où l'aéronautique restructure ; Ste Geneviève des Bois et Rosny-sous-Bois, dans la banlieue Parisienne ; Barentin, dans les zones périurbaines prolétariennes autour de la métropole de Rouen…

Le groupe prétexte la crise sanitaire, la révolte des gilets jaunes où les grèves contre les retraites sans jamais parler de la crise économique, de son déficit chronique, des milliards empochés par les patrons du groupe. Les travailleurs en grève du Mans le font remarquer : « Mulliez, regarde ta Rolex, c'est l'heure de la révolte » et « Tu brasses des milliards et tu es avare ».

Partout, la révolte ouvrière gronde. Les masses prolétaires ne veulent qu'une chose : s'organiser et être conduites au combat contre la bourgeoisie et son Etat !

LYON : DEUX MOSQUÉES INCENDIÉES EN UNE SEMAINE

En moins d'une semaine, deux mosquées ont été volontairement incendiées dans l'agglomération lyonnaise. Des actes profondément islamophobes dans une ville gangrenée par des actions fascistes violentes.

Le premier incendie a eu lieu vendredi 7 aout à la mosquée Omar de Bron avec deux départs de feu, un au niveau de la porte d'entrée et l'autre au niveau des boites aux lettres. Le deuxième, très tôt jeudi 13 aout à la mosquée Essalem à Perrache. Farouk Korichi, responsable des actes antimusulmans au sein du Conseil des mosquées du Rhone fustige « *Il ne fait aucun doute qu'il s'agit de crimes organisés, car il y a beaucoup de groupuscules d'extrême droite dans la région. Sur Facebook, il y a des groupes qui appellent à brûler les mosquées.* » Suite à ces deux incendies, les responsables du culte musulman ont organisé un rassemblement pacifique devant la mosquée Essalam le vendredi 14 août.

Les actes fascistes se multiplient à Lyon, dans un contexte global de montée du fascisme lié à la crise du système capitaliste mondial, l'impérialisme. Nous devons construire l'autodéfense populaire et nous organiser pour la révolution, pour mettre un terme à ces actes et stopper la gangrène fasciste !

UN ÉTÉ DE DÉSASTRES ÉCOLOGIQUES

Feux de forêts, marée noire, canicules, pesticides destructeurs ré-autorisés... L'été 2020 est une fois de plus placé sous le signe de la destruction de la planète.

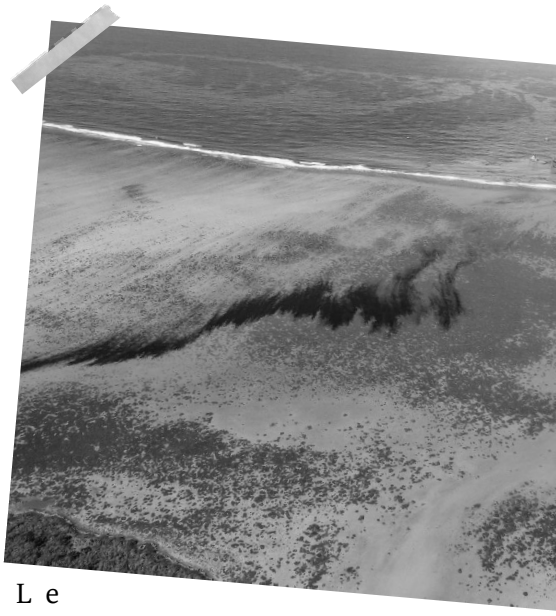
C'est désormais devenu une habitude : chaque année, l'été est marqué par une série de désastres environnementaux. Chaque année, l'été est également la saison au cours de laquelle des milliards d'êtres humains expérimentent violemment les conséquences du changement climatique. Cet été 2020 ne fait bien-sûr pas exception à la règle.

UNE RECRUDESCENCE IMPORTANTE DES FEUX DE FORÊTS

Changement climatique et sécheresse obligent, les feux de forêts sont de plus en plus fréquents. Cet été, ils ont été particulièrement violents au sein de l'État français, notamment dans le sud-est, à Martigues, mais également au Pays-Basque, à Anglet. Bien évidemment, l'État français est loin d'être le seul touché. Des feux importants ont eu lieu en Grèce, au Portugal ou encore dans la forêt amazonienne où les feux ont augmenté en juillet de 28% par rapport au même mois l'année passée. En Sibérie, les incendies ont également fait des dégâts considérables. Accentués par le réchauffement climatique qui a causé des températures records dans la région, les feux ont en effet détruit plus de 21 millions d'hectares de forêt en Russie depuis le début de l'année. D'un point de vue environnemental, ces incendies, qui sont en grande partie la conséquence de la destruction de la planète par le système capitaliste, ont des conséquences dramatiques : ils tuent des millions d'arbres, détruisent des écosystèmes entiers et tuent des centaines de milliers d'animaux sauvages. Les fumées provoquées contribuent également à dégrader la qualité de l'air et les brasiers réchauffent l'environnement.

Bien-sûr, nombre de gouvernements refusent de lutter contre ces incendies. Ainsi, le gouvernement russe a comme politique de ne pas intervenir contre les incendies touchant les zones reculées de Sibérie. Pour ce qui est du Brésil, les incendies arrangent bien souvent les affaires de grands propriétaires terriens et d'entreprises désireuses de déforester afin de pouvoir planter du soja qui servira en suite à nourrir du bétail et permettra à des multinationales d'amasser des milliards d'euros de chiffre d'affaire.

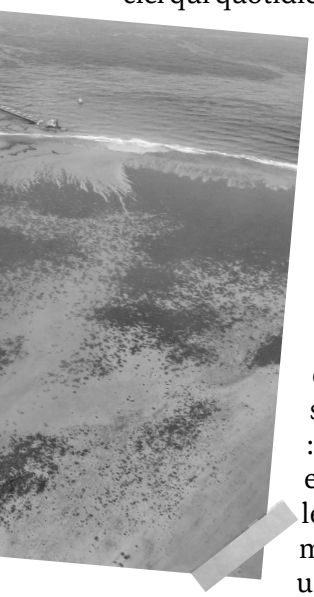
AU LARGE DE L'ÎLE MAURICE, UNE MARÉE NOIRE MENACE LE RÉCIF CORALIEN



Le 25 juillet dernier, un navire de marchandise japonais s'est échoué au large de l'Île Maurice. Depuis cette date, 1000 tonnes d'hydrocarbure se sont déversées dans l'Océan Indien, ce qui menace un récif corallien tout proche ainsi que les zones humides abritant une importante biodiversité. Malgré la mobilisation des masses populaires de l'Île pour nettoyer les plages afin d'atténuer la destruction de l'environnement causée par la marée noire, les conséquences sont d'ores et déjà visibles, et l'eau bleue turquoise vire désormais au noir. Pire, le navire menace de se briser à tout moment, ce qui entraînerait le déversement des 3000 tonnes d'hydrocarbures restantes dans l'Océan.

Bien-sûr, cette catastrophe illustre une fois de plus la façon dont le système capitaliste détruit la planète. Pour les entreprises de transport, qu'importe la sécurité, qu'importe la préservation de la planète, tout ce qui compte c'est le profit, et un fabricant de navire mettra toujours la priorité au fait de faire des économies dans la fabrication du bateau plutôt qu'au fait d'en construire un, plus coûteux, permettant d'éviter ce type de catastrophe. Cette nouvelle catastrophe est également la conséquence de la volonté capitaliste de toujours plus produire et échanger de marchandises afin d'accroître toujours plus le profit. La conséquence est bien évidemment des dizaines de milliers de navires polluants dans les Océans, des

centaines de milliers d'avions dans le ciel qui quotidiennement rejettent des produits polluants et contribuent à la destruction de la planète. Tout cela est une conséquence de l'absence de planification de la production dans le cadre du système capitaliste : chaque entreprise essaye de produire le plus possible de marchandises pour un coût minimal, et ce peu importe si les marchandises en question sont utiles ou de bonne qualité, car l'important est de vendre, d'écouler des produits et de générer des bénéfices, au détriment des travailleurs, mais également de la planète.



COMME CHAQUE ÉTÉ DÉSORMAIS, DES CANICULES EN SÉRIE

Même quelqu'un de moins de 30 ans peut désormais le remarquer : les canicules sont de plus en plus fréquentes. Désormais, il y en a chaque été, et comme souvent, les pics de chaleur sont également accompagnés de pics de pollution. Dans les grandes villes, le béton emmagasine la chaleur et l'air est irrespirable. Bien souvent, ce sont les habitants des quartiers prolétariens, en banlieue, qui subissent le plus durement la canicule, depuis des appartements non climatisés dans des quartiers bétonnés. Les ouvriers, qui sont nombreux à vivre dans ces quartiers, passent leurs journées dans des usines, dans des ateliers ou sur des chantiers où il fait souvent encore plus chaud que dehors à l'ombre, alors, chaque année, des ouvriers meurent des conséquences de la canicule. De même, on entend souvent parler des personnes âgées comme victimes de l'augmentation des températures, mais il est évident qu'il y a une importante inégalité entre les vieux bourgeois qui vivent dans des grandes maisons avec piscine et climatisation et les ouvriers à la retraite, abimés par une vie de travail, galérant souvent à finir le mois du fait de leur toute petite retraite et vivant généralement dans des quartiers de banlieue.

Les canicules à répétition sont une des conséquences visibles du changement climatique. Elles nous font subir des températures qui, d'ici quelques décennies, deviendront des normales de saison si nous n'empêchons pas le système capitaliste de détruire l'environnement.

LES NÉONICOTINOÏDES, PESTICIDES TUEURS D'ABEILLES, À NOUVEAU AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT FRANÇAIS

Alors qu'ils étaient interdits depuis plusieurs années, les néonicotinoïdes ont été à nouveau autorisés par le gouvernement jusqu'en 2023 dans le cadre de la culture des betteraves. C'est le lobby de l'industrie du sucre qui a fait pression sur le gouvernement pour que ce dangereux pesticide puisse à nouveau être utilisé dans le cadre de la production de betteraves. La raison invoquée ? Une épidémie de jaunisse qui détruit les champs de betteraves et anéantit les récoltes. Alors, aux grands maux, les grands remèdes... En tout cas, c'est ce que pense le lobby du sucre qui n'a pas trouvé mieux que de demander la ré-autorisation d'un pesticide nocif qui tue des abeilles par centaines de milliers.

Bien-sûr, la logique derrière cela est encore une fois celle du profit. Le sucre est une denrée qui rapporte énormément d'argent à des grands monopoles. Sa consommation a considérablement augmenté au cours du dernier siècle, et les industriels n'hésitent pas à en mettre dans de plus en plus de produits afin d'écouler toujours plus de stocks, mais également afin de renforcer l'addiction de milliards de consommateurs. Alors, pour les industriels, qui gagnent toujours plus d'argent au détriment des droits des travailleurs, de l'environnement, mais aussi de notre santé, lorsqu'une épidémie de jaunisse affecte les betteraves sucrières, il faut agir vite afin de minimiser les pertes. Bien-sûr, l'industrie du sucre instrumentalise le sort des agriculteurs afin d'influencer l'opinion publique, mais il est évident que derrière ce sort des agriculteurs, c'est bel et bien le profit des industriels du secteur qui est en jeu, ces mêmes industriels qui depuis des années font pression sur les agriculteurs afin de leur acheter leurs récoltes pour des sommes dérisoires.

UNE SOLUTION : LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET LE RENVERSEMENT DU CAPITALISME

Bien-sûr, il n'y a pas de solution à la crise environnementale dans le cadre du système capitaliste, car c'est précisément ce système, en visant à toujours plus produire et distribuer de marchandises, en priorisant le profit sur la protection de la planète, en mettant en concurrence les grandes entreprises les unes avec les autres, qui détruit la planète. Seule une révolution prolétarienne et la mise en place d'un système socialiste dans lequel les travailleurs auront le pouvoir permettra de changer les choses et de produire dans le respect de la planète, car seul un système socialiste permettra de débarrasser la production de l'exigence de profits, seul moyen de mettre la priorité à la protection de l'environnement, mais également seul moyen pour protéger les intérêts des masses populaires, à commencer par les droits des travailleurs.

CANICULE ET CLASSES SOCIALES

La canicule revient désormais chaque été. Et celle de cet été était une des plus sévères des dernières décennies. Et, il faut le rappeler, nous ne sommes pas tous égaux face à la chaleur. La canicule est une question de classe.

En 2003, lors de la grande vague caniculaire ayant fait 15 000 morts en France, la Seine-Saint-Denis, pourtant loin d'être le département le plus chaud de France, a été le second département à compter le plus de morts. A l'échelle nationale, la surmortalité a été de 60%, elle a été de 147% dans l'Essone, de 161% dans les Hauts-De-Seine, de 160% en Seine-Saint-Denis et de 171% dans le Val-De-Marne : des départements prolétariens, pauvres, avec pourtant un âge moyen plus jeune.

La grande bourgeoisie monopoliste provoque le réchauffement climatique. La moitié la plus pauvre des habitants des États-Unis représente seulement un tiers des émissions de CO2 des 10% les plus riches. Et l'écart est encore plus abyssal avec les masses populaires des pays opprimés. La consommation d'un prolétaire américain, pourtant rendue très polluante par le mode de production capitaliste, ne suffirait pas à provoquer le désastre climatique actuel.

L'urbanisation capitaliste elle même ne prend absolument pas en compte les besoins des habitants et habitantes : l'étalement urbain, le béton, l'absence d'espaces verts et de contacts avec la nature, l'absence de zones humides ou boisées rend l'atmosphère encore plus étouffante. Il y a bien plus de parcs dans le XVIe qu'à Aubervilliers, pour une moindre densité de population ! La population bourgeoise a des villas bien isolées, des voitures climatisées, travaille dans des lieux frais...

Ce ne sont pas les bourgeois qui vont bosser à l'usine, sur les chantiers, faire le ménage sous le climat accablant de l'été. Avec des moyens, on peut aller en vacances dans un hôtel climatisé pour tout l'été, et même à l'étranger malgré cette période de COVID. Celles et ceux d'entre nous qui auront la chance de s'offrir un week-end ou quelques jours à l'ombre avec la famille et les amis devront retourner trimer en plein cagnard le lundi.

Mais c'est aux prolétaires qu'on vient faire la morale ; sur le gaspillage d'eau (qui ne choque plus les médias lorsqu'il s'agit d'entretenir des golfs ou pour une agriculture intensive de maïs dans des régions sèches), sur l'utilisation de trop d'énergie, sur l'incivilité provoquant des pollutions...

Il faut affirmer cette réalité : la bourgeoisie provoque le dérèglement climatique, n'a pas besoin d'assumer quoique ce soit, et se prélasse pendant que les prolétaires triment sous la chaleur et que leurs anciens en meurent prématurément.

SOUFFRIR AU TRAVAIL ?

Le travail c'est dur, de l'endurance mais les gens courageux (en particulier les hommes virils) sont forts, ne se plaignent pas, endurent et finissent par être récompensés. Voilà comment est vu le travail, en général, dans les médias bourgeois.

Rien de plus lointain que notre réalité. Le travail est dur et il n'est jamais récompensé. Vingt ans d'usine, c'est parfois un reclassement dans un poste moins contraignant, rarement une promotion. Vingt ans sur une caisse n'assure aucune prime, aucune augmentation et encore moins de promotion. Le travail, c'est perdre son temps pour gagner sa vie.

Et, généralement, sur le travail, sur cette perte de temps, il y a la souffrance. Souffrance d'un muscle abimé d'avoir trop répété le même geste, souffrance du bruit, des efforts trop contraignants, d'un dos trop fragilisé. Mais cela, l'organisation du travail capitaliste n'en a que faire. Le travail est spécialisé au point d'en devenir à la fois monotone et extrêmement destructeur pour le corps, même sur des travaux qui ne le semblent pas. On aperçoit déjà, ici, que le travail ne répond pas aux besoins du peuple car le peuple a comme premier besoin de garder une bonne santé.

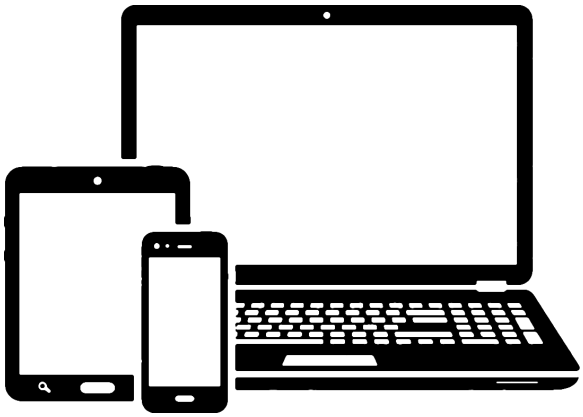
Mais si de ce coté, on peut penser (ce qui est, à notre sens, faux) que cela ne peut pas vraiment changer, de l'autre il y a toutes les souffrances en plus. Il y a des jours ou ce n'est pas possible. Et on doit quand même y aller. Parce qu'on nos jours de carrence, la pression d'un chef, d'une boîte, les collègues qui vont être mis sous pression pour rattraper le temps « perdu » par le patron.

Comme si notre société ne permettait pas de se passer, parfois, de main d'oeuvre. Qu'au Moyen-âge, dans une société produisant peu de surplus, l'absence d'un des paysans pendant la moisson soit une perte considérable, certes. Mais aujourd'hui ? Deux mois de confinement n'ont produit, dans notre pays, aucune pénurie. La perte de 40% de la main d'oeuvre s'est à peine ressentie, tant la production est abondante.

Alors, pourquoi ? Pourquoi aller au travail en pleine canicule, sur des chantiers ou dans des usines, comme si on était à la journée prêt ? Pourquoi doit-on aller au travail les jours des règles, parfois tellement douleureuses ? Pourquoi bosser après une nuit d'insomnie ? C'est parfois presque de la torture et il faut assurer. De l'autre coté, dans les équipes, il y a malgré tout toujours des absents, et de l'autre coté, six millions de chômeurs. N'y aurait-il pas possibilité de mettre des gens en plus sur les postes, pour permettre à ceux et celles qui souffrent de se reposer ?

C'est bien notre organisation du travail, absurde au vu des moyens techniques, qui provoque tout cela. Il y a la concurrence, qui oblige à produire toujours plus, quitte à parfois jeter, et de l'autre la volonté d'embaucher moins et de moins investir pour économiser ; et au milieu, la souffrance de la classe ouvrière. La planification mettrait au boulot tout le monde et permettrait à chacun de souffler.

LE JOURNAL DES LUTTES DU PEUPLE EN VERSION NUMÉRIQUE SUR



WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO !

MACRON AU LIBAN : UNE MANOEUVRE IMPÉRIALISTE

Alors que Beyrouth, capitale du Liban, a été dévastée le mardi 4 août par l'explosion de 2750 tonnes de Nitrate d'Ammonium, Emmanuel Macron, Président de l'État impérialiste français, s'est rendu au Liban le jeudi 6 août. Le but de sa visite ? Renforcer l'impérialisme français dans le pays.

Le soir même des explosions, ayant causé la mort d'au moins 154 personnes, Emmanuel Macron a annoncé que l'État français allait envoyer de l'aide internationale au Liban. Bien-sûr, cette aide n'est en aucun cas désintéressée, il ne s'agit en aucun cas de solidarité internationale, mais bien d'un moyen de s'ingérer dans les affaires internes du Liban afin de renforcer la domination impérialiste française dans le pays.

Alors que le Liban est confronté à une crise économique majeure (le pays est en cessation de paiement de sa dette), alors que les structures hospitalières sont incapables de gérer l'afflux de blessés, alors que la crise du Covid-19 a encore accentué la fragilité économique du pays, alors que les libanais se révoltent courageusement depuis un an contre leur État corrompu et soumis aux impérialistes, Macron a bien l'intention de profiter de cette explosion pour « jouer les héros » et apparaître comme le sauveur du Liban, dans le but évident de renforcer la mainmise de l'État français sur le pays.

Pour cela, Emmanuel Macron et l'État français instrumentalisent la légitime colère des libanais à l'encontre de leur gouvernement pour poser l'État français en sauveur. C'est dans ce but qu'Emmanuel Macron s'est rendu au Liban le jeudi 6 août, sur les lieux mêmes de l'explosion qui a laissé 300 000 personnes sans domicile. Interrogé par des libanais en colère contre leur gouvernement, Macron s'est permis d'affirmer ouvertement sa volonté d'ingérence dans les affaires internes libanaises. En effet, le Président de l'État impérialiste français s'est offert un « bain de foule » au cours duquel il a annoncé publiquement qu'il allait demander des réformes au gouvernement libanais et leur proposer un « nouveau pacte politique » avant d'affirmer qu'il reviendrait le 1er septembre pour « prendre ses responsabilités » si ce « nouveau pacte politique » n'était pas appliqué. Si les responsabilités dont parle Macron demeurent relativement floues, il s'agit néanmoins d'une menace d'ingérence à l'encontre de l'État libanais corrompu et déjà soumis par l'impérialisme français.

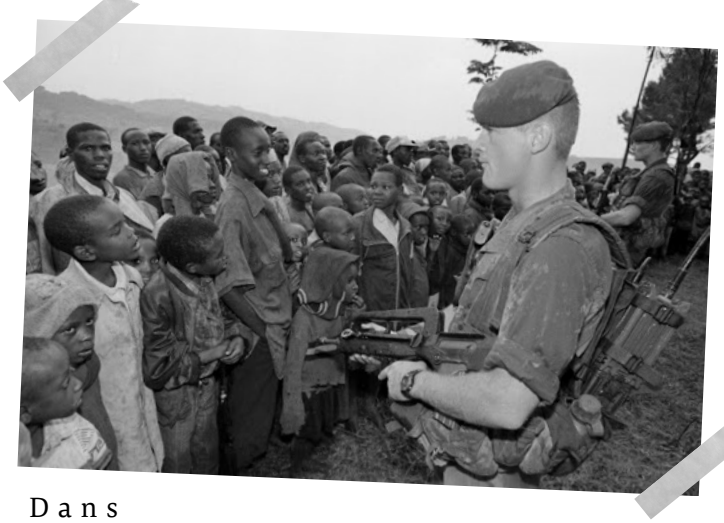
Néanmoins, le peuple libanais n'est pas dupe et continue de se mobiliser. Deux jours après le drame, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre le gouvernement qu'ils tiennent pour responsable de la catastrophe, et les mobilisations continuent. Le salut du peuple libanais ne passera en aucun cas par une influence encore plus grande de l'impérialisme français qui est déjà responsable de la situation désastreuse du Liban. Au contraire, l'émancipation du peuple libanais ne pourra pas se faire sans une intense lutte contre l'impérialisme français.

RWANDA : LES GÉNOCIDAIRES PROTÉGÉS PAR L'ÉTAT FRANÇAIS ?

L'État Français et les élites compradores ont marché main dans la main lors du génocide des Tutsi au Rwanda. Après l'arrestation le 16 mai à Asnières-sur-Seine de Félicien Kabuga, impliqué dans le financement du génocide, c'est un nouveau responsable qui est identifié par Médiapart: Aloys Ntiwiragabo, 72 ans, est repéré dans la banlieue d'Orléans.

L'Etat Français dirigé par François Mitterand était bien au courant des volontés génocidaires de l'élite compradore Hutu. Dès janvier 1993, suite à sa participation à une mission d'observation au Rwanda par la Fédération internationale des droits de l'Homme, Jean Carbonare, alors président de Survie, intervient au "20 heures" de France 2 pour alerter l'opinion : « *C'est une politique organisée (...). On a parlé de purification ethnique, de génocide, de crime contre l'humanité dans le pré-rapport que notre commission a établi. (...) Notre gouvernement, qui supporte militairement et financièrement les autorités rwandaises, a une responsabilité... Il faut qu'on fasse quelque chose* ».

L'Etat Français a soutenu le gouvernement fasciste du CDR contre les rebelles, le même gouvernement qui n'hésitait pas à affirmer ses volontés exterminatrices,. Le même gouvernement qui considérait littérallement les Tutsis comme les nazis considéraient les juifs, avec la planification d'une solution finale, des listes de « Tutsis de l'intérieur et de l'extérieur », une propagande sur le caractère « parasitaire » des Tutsis, souvent appelés inyenzi et ibyitso (« les cafards et leurs complices »).



Dans les années 90, c'est l'État Français qui forme les militaires et gendarmes Rwandais, qui soutient le gouvernement fasciste local. Pendant le génocide, la France continue de livrer des armes à l'Etat Rwandais. Les membres hauts placés de l'Eglise et de la Croix Rouge, des colons Français, participent activement aux préparatifs du génocide des Tutsi. Et finalement, toute la hiérarchie de l'Etat Rwandais, prefets, sous-prefets, hauts placés de l'armée, participent aux massacres.

Vingt-cinq ans après les faits, on retrouve un des dirigeants du génocide en France. Sa femme est la première arrivée, à laquelle on a accordé l'asile politique en 2001... En 2011, il fait une demande de visa en son nom. Le ministre de l'intérieur est Alain Juppé... au même poste pendant le génocide. Evidemment, Ntiwiragabo n'est pas arrêté, alors même qu'il est recherché internationalement. De plus, il possède des papiers et signe des documents à son nom ! Il vit dans un HLM, donc après une procédure administrative. Sa femme était surveillée par les services de renseignement. Son arrivée, entre 2001 et 2011, n'a donc pas pû être loupée.

Il est évident que dans la bureaucratie de l'État, nombreux étaient ceux au courant de la présence de responsables du génocide Rwandais en France. Mais rien n'a été fait. Une preuve de plus de la complicité de la bourgeoisie impérialiste, complètement corrompue, dont François Mitterand a été la figure, avec le génocide.

MOUVEMENT DE MASSE AU MALI : UN POINT DE VUE RÉVOLUTIONNAIRE

Traduit depuis le média révolutionnaire Brésilien « *A Nova Democracia* »

Le 10 juillet, la ville de Bamako, capitale du Mali, a été saisie par un gigantesque soulèvement populaire dans lequel des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour la troisième fois en un mois. Les protestataires exigeaient, entre autres, que toutes les troupes impérialistes, en particulier des Français, et de l'"Organisation des Nations Unies" (ONU) quittent le pays, ce qui a fait augmenter le niveau idéologique des slogans : « Expulsez la France ! », « La France tue au Mali» ou encore « la France est un État terroriste ». Au moins 11 personnes ont été tuées par les forces de répression jusqu'à présent.

Lors des manifestations, les manifestants avaient pour cibles principales les bâtiments gouvernementaux, notamment l'Assemblée Nationale, les stations de télévision et de radio, et deux ponts importants de la capitale, et bloquaient aussi des routes et des voies reliant la ville avec des barricades enflammées. Les deux chaînes de télévision publique du pays ont été contraintes de cesser leurs émissions après que des manifestants aient réussi à pénétrer dans le siège de la radio et de la télévision nationale, où ils ont occupé l'antenne.

Dans une tentative de contenir le soulèvement populaire, la police a tiré sur la foule et a lancé des gaz lacrymogènes, faisant au moins onze morts et des dizaines de blessés jusqu'à présent. Mais cela n'a pas suffi à contenir la fureur populaire, car la rébellion dure, avec des incendies qui se sont propagés dans toute la capitale, ainsi que la confiscation de produits dans des magasins, ce qu'on appelle mal le « pillage ».

L'indignation du peuple malien s'est également retournée contre le gouvernement, dirigé par le président Ibrahim Boubacar Keita. Les milliers de personnes réunies sur la place de l'Indépendance ont dénoncé la situation de misère du peuple, la corruption de l'État et les conflits militaires qui ont lieu dans le nord du pays, en partie contrôlés par des groupes musulmans salafistes.

Le mouvement contre IBK et son gouvernement s'est intensifié depuis la fin du mois d'Août, lorsque le « *Comité national pour le salut du Peuple* », une assemblée militaire, a déclaré avoir pris le contrôle du Mali et démis de ses fonctions Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), au pouvoir depuis 2013.

Les protestations exigent également que les ressources nationales du pays, riches en or et en uranium et dont les puits de pétrole ont été découverts plus récemment, soient mises au service du peuple, et non plus pillées par des multinationales impérialistes, comme cela se produit depuis des siècles.

Le « Mouvement du 5 juin », comme on appelle le soulèvement, est spontané, mais en raison de l'absence d'un mouvement prolétarien qui agisse pour le diriger, il a été influencé par les forces politiques « oppositionnistes » des propriétaires fonciers bourgeois. Ainsi, parmi les revendications qui sont apparues récemment, influencées par cette « opposition », figurent la dissolution du parlement, la formation d'un gouvernement de transition nommant un premier ministre et le remplacement de neuf membres de la Cour constitutionnelle, accusés de corruption et de collusion avec l'exécutif.

LA SITUATION ACTUELLE DU MALI ET DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Selon le monopole allemand de la presse *Deutsche Welle,* les protestations ont été déclenchées après que Keita ait annoncé une série de réformes, qui ont été largement rejetées, dans une tentative de gagner plus d'approbation pour son gouvernement et d'apaiser son opposition. Cependant, les protestations de masse expriment également les frustrations de longue date du peuple malien, en particulier contre l'intervention impérialiste dirigée par la France dans ce pays d'Afrique occidentale, qui est soumis à un contrôle colonial dans presque tout le pays, et semi-colonial dans sa région nord.

L'opération française « Barkhane » a débuté après la déposition du président malien en 2012, qui a ouvert la voie à la prise de contrôle des villes du nord du Mali par les indépendantistes touaregs, dont une partie a fini par s'aligner sur les groupes musulmans djihadistes, comme Al-Qaida.

La France est alors intervenue avec son arrogance coloniale sous prétexte de « combattre le terrorisme » et de « rétablir la démocratie », comme le veut la coutume de l'impérialisme, bien qu'elle ait soutenu ouvertement jusqu'à ce moment le *Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA),* principal groupe indépendantiste des Touaregs. Le monopole de la presse française, qui jusqu'alors dépeignait les combattants du MNLA comme des « rebelles héroïques », a commencé à les représenter comme des monstres et des terroristes, affirmant à plusieurs reprises que l'intervention était « la seule issue possible ».

À l'époque, quelque 3 500 soldats de la coalition militaire impérialiste dirigée par la France et formée par huit pays ont commencé à occuper le pays, un nombre qui approche aujourd'hui les 4 500. En outre, l'intervention a également inclu les milliers de troupes « de paix » de la *Mission intégrée multidimensionnelle des Nations unies pour la stabilisation du Mali (Minusma),* qui compte aujourd'hui 13 000 soldats dans le pays. Les groupes qui contrôlent des fractions du nord du Mali, bien que liés à l'idéologie féodale du salafisme (un mouvement au sein du courant sunnite de l'Islam), agissent objectivement pour la paix.

LE PARTI COMMUNISTE ET LA RÉSISTANCE

Le 25 août 1944, Paris était libéré à la suite d'une insurrection de 6 jours. À cette occasion, *La Cause du Peuple* commémore la lutte héroïque de la classe ouvrière dans l'État Français, ainsi que de tous les progressistes qui l'ont accompagné. Elle commémore également la lutte antifasciste et révolutionnaire qui a eu lieu dans toute l'Europe et rappelle à nos mémoires tous ceux qui sont morts pour la libération de l'humanité entière.

C'est le Parti Communiste, en dirigeant les FTP-MOI, (*Francs-Tireurs et Partisans - Main d'Oeuvre Immigrée*, intégrés aux *Forces Françaises de l'intérieur - FFI*) qui appellera à l'insurrection alors que les forces alliées avaient prévu de contourner Paris, que les allemands auraient utilisé comme défense pour embourber ces derniers. Le rôle des communistes dans la Résistance est prépondérant et pourtant toujours plus oublié, la bourgeoisie faisant son possible pour glorifier De Gaulle planqué à Londres et effacer de l'histoire les milliers de camarades qui ont mené la guerre de partisans contre le fascisme. Sans le Parti Communiste et la Résistance, Paris aurait probablement fini comme Varsovie ou Berlin, et les forces impérialistes américaines auraient pu occuper le territoire de la même façon que le fût par la suite ce qui deviendra la République Fédérale Allemande, l'Allemagne « de l'Ouest ».

L'insurrection de Paris est présentée souvent comme « Bataille de Paris », sorte d'apothéose de la victoire des alliés, avec l'entrée du général Leclerc dans la ville. On élude souvent la Résistance, en particulier celle dirigée par le PCF et ses organisations armées ou non, au coté de toutes les forces anti-allemandes et patriotes, et le pouvoir populaire qui s'est construit. La classe ouvrière des pays occupés et dominés par les forces fascistes a partout mené la résistance et la libération nationale, dirigée quasi-exclusivement par les Partis Communistes.

L'ouvrage *Les bataillons de la Jeunesse* d'Albert Ouzoulias traite de ce sujet avec brio, montrant comment le mouvement communiste a du s'adapter à la clandestinité à laquelle il n'était pas préparé et lancer la résistance armée contre l'occupant fasciste.

Nous vous invitons aussi à lire ou relire les articles déjà parus sur notre site internet pour approfondir le sujet, à peine effleuré ici, et bien d'autres : ***causedupeuple.info***

ABONNEMENT/CONTACT

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple possède une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante : **lacausedupeuple@protonmail.com**

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à **lacausedupeuple@protonmail.com**

ENSEMBLE, CRÉONS ENFIN UN MÉDIA POPULAIRE POUR LA RÉVOLUTION !

VOUS POUVEZ NOUS SOUTENIR EN VOUS ABONNANT : 20€ OU PLUS = 1 AN

lacausedupeuple@protonmail.com
causedupeuple.info